



**Direction Déléguée des Cycles de l'Eau**  
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des  
Arrêtés de Montpellier  
Méditerranée Métropole

**Arrêté autorisant le déversement des eaux  
usées autres que domestiques de  
l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER  
UNIVERSITAIRE (CHU Euromédecine)  
dans le système de collecte et de traitement  
de Montpellier Méditerranée Métropole  
aux conditions décrites dans le présent  
arrêté pour les années 2023 à 2028**

**Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **VU** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2212-1, L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **VU** le Décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **VU** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **VU** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de sa compétence en matière d'assainissement reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après ;

- que par délibération n°M2021-612 du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les statuts de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour étendre le périmètre des missions exercées par cette dernière à l'assainissement sur l'ensemble du territoire métropolitain depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

- que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité de gestionnaire du service assainissement devra être informée par l'Etablissement CHU Euromédecine de toutes actions, modifications et déclarations liées à son activité et au présent arrêté dans les conditions précisées ci-après ;

- que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité de gestionnaire du service assainissement est compétente pour facturer et percevoir les redevances financières pour rejets non domestiques dont le tarif est fixé dans la délibération n°22073 prise par son Conseil d'Administration le 13 décembre 2022 ;

- que pour certaines prestations d'exploitation la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole traite avec des prestataires de services externes dont les coordonnées figurent en Annexe 2 au présent arrêté ;

- que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) Euromédecine (ci-après « l'Etablissement »),

- dont le siège social est situé au 191 av du doyen Gaston Giraud, Centre Administratif André Benech, à Montpellier 34295 Cedex 5,

- représenté par Monsieur Anne FERRER, en qualité de Directrice Générale du CHU,

L'Etablissement CHU Euromédecine,

- est situé au 164, 167, 169 rue du caducée, Parc Euromédecine à Grabels 34184,

- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AB15, AB14 et AB13,

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Blanchisserie, Cuisine centrale et une plateforme de Logistique, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 169 rue du caducée à Grabels.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 263 400 160 00382

- Code NAF ou APE : 8610Z

L'établissement comprend 4 entités aux activités distinctes :

- Plateforme logistique : Stockage des commandes de tous types : matériaux, matériel et équipements ;
- DTB - Direction des Travaux et du Biomédical - Ateliers de maintenance : Ateliers des services techniques du site Euromédecine ;
- UCPA - Unité Centrale de Production Alimentaire : Restauration, transformation de denrées alimentaires pour la production de repas pour la restauration collective ;
- Blanchisserie : Traitement de linge hospitalier : lavage, séchage, repassage, pliage de linge.

Cette dernière entité est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activité	Régime
2340	Buanderies, laveries de linge, blanchisseries	Enregistrement
2910	Installations de combustion	Déclaration Contrôlée

Les entités Plateforme logistique et DTB rejettent des effluents assimilés domestiques aussi les prescriptions fixées en annexe ne portent que sur les entités UCPA et Blanchisserie qui génèrent des effluents non domestiques.

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole),
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité,
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

## **ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CHU Euromédecine doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement en vigueur.

## **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CHU Euromédecine, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°22073 du Conseil d'Administration de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole (Cf. annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

Les entités, de l'Etablissement CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Site Euromédecine), qui sont soumis à la redevance des rejets non domestiques sont les suivantes : La Blanchisserie et l'UCPA (Restauration).

La facturation est effectuée semestriellement, par le prestataire de service en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

L'Etablissement CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE (Site Euromédecine), dont les entités ont des déversements des eaux usées assimilées à des rejets domestiques, à savoir : la Plateforme logistique Euromédecine et la DTBP (Ateliers), est autorisé par le présent arrêté, à n'être soumis qu'au paiement d'une redevance domestique sous conditions que la qualité des rejets soit, et reste, de type domestique.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

### **ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de cinq (5) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle est renouvelable pour une période supplémentaire de cinq (5) ans.

Si l'Etablissement CHU Euromédecine désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, trois (3) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

Montpellier Méditerranée Métropole informera la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cas d'un refus de renouvellement du présent arrêté

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire seulement si la même activité industrielle est poursuivie. A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire le présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ont une faculté de dénonciation à tout moment, notamment si elles constatent le non-respect des prescriptions du présent arrêté. Montpellier Méditerranée Métropole, après avis de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, pourra mettre fin au présent arrêté, après que l'Etablissement aura été à même de leur présenter ses arguments ou observations.

#### **ARTICLE 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Toute modification apportée par l'Etablissement CHU Euromédecine et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CHU Euromédecine s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Considérant, qu'un projet de modernisation du site est en cours, les seuils d'acceptation fixées, avec des assouplissements, dans cette autorisation ne sont valables que pour la période transitoire précédent les travaux.

#### **ARTICLE 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé(s) visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles, telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc., sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et son Prestataire de service,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et son Prestataire de service,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour une autre solution,

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autres que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une réunion entre l'Etablissement CHU Euromédecine, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sera organisée sous huit (8) jours ouvrés suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CHU Euromédecine de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CHU Euromédecine sera engagée (selon l'article L. 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

## **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et son Prestataire de service conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole :

- informera l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celle(s)-ci pourrai(en)t être mise(s) en œuvre,
- notifiera la nécessité d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

## **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole aura été démontrée.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

## **ARTICLE 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

### **7.A. SANCTION**

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du Règlement du Service Public de l'Assainissement Collectif en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2 : qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, d'un représentant la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de soixante (60) jours francs à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera soit majorée suivant les conditions définies en annexe 3 du Règlement du Service Public de l'Assainissement Collectif, soit calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ou son Prestataire de service sera à la charge de l'Etablissement.

La Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement, effectués par les Prestataires de service. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole se réservent le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

La Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole sont toutes deux détentrices d'une copie de l'arrêté, qui leur est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de leur permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon leurs compétences respectives.

**Montpellier, le 9 mai 2023**

**Monsieur le Vice-Président**

**Signé.**

**René REVOL**

**Publiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230101-231069-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/05/23

Réception en Préfecture : 10/05/23

Notifié le :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- AAD CHU Euromedecine 2023-2028 - annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**SOMMAIRE DES ANNEXES**

**Annexe 1: Glossaire - définitions**

**Annexe 2 : Coordonnées des différents acteurs concernés**

**1. Etablissement**

**2. Montpellier Méditerranée Métropole (M3M) et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole (RE3M)**

**3. Prestataires de services**

**Annexe 3 : Prescriptions techniques**

**1. Généralités**

**2. Caractéristiques de l'Etablissement**

**2.1. Nature des activités**

**2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**

**2.3. Plan des installations**

**2.4. Usages de l'eau**

**2.4.1. Comptage des prélèvements**

**2.4.2. Usages de l'eau**

**2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager**

**2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés**

**2.6. Déchets générés par l'activité**

**3. Conditions techniques**

**3.1. Branchements**

**3.2. Réseau de refoulement privé**

**4. Admissibilité des rejets**

**4.1. Pré-traitement**

**4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration**

**4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle**

**4.4 Volumes**

**4.5 Caractéristiques de la pollution**

**4.5.1. Métrologie**

**4.5.1.1 Dispositifs de mesures et de prélèvements**

**4.5.2. Débits maxima autorisés :**

**4.5.3. Flux maxima autorisés**

**4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées**

**4.5.3.2. Prescriptions particulières**

**4.5.4. Auto-surveillance**

**4.5.5. Contrôles inopinés**

**5. Echancier de mise en conformité**

**5.1. Mise en conformité des équipements**

**5.2. Mise en conformité des rejets**

**Annexe 4 : Clauses financières**

**Délibération n°22073 fixant le tarif de redevance pour rejets non domestiques**

**Annexe 5 : Plans**

**Plan de situation et des réseaux publics**

**Plan des réseaux internes de collecte**

## ANNEXE 1 : GLOSSAIRE - DEFINITIONS

### 1. EAUX USEES DOMESTIQUES

Article R214-5 du Code de l'Environnement : « Constituent un usage domestique de l'eau, au sens de l'article L. 214-2, les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs, ainsi que tout rejet d'eaux usées domestiques dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO<sub>5</sub>.

En conséquence on entend par eaux usées domestiques :

- Les eaux vannes (urines et matières fécales) ;
- Les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes,...)

### 2. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

### 3. EAUX INDUSTRIELLES ET ASSIMILEES

Sont classés dans les eaux non domestiques, tous les rejets d'eaux provenant d'une utilisation autre que domestique (au sens de l'article R214-5 du Code de l'Environnement), issues des activités professionnelles d'entretien et d'exploitation notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale, artisanale ou autres. Sont notamment assimilées à ces eaux, les eaux claires (eaux de pompage dans la nappe, eaux de rabattement de nappe, eaux de refroidissement / chauffage / rafraîchissement, eaux de piscines collectives, eaux de procédés traitées) et les eaux issues des aires de lavage.

## ANNEXE 2 : COORDONNEES DES DIFFERENTS ACTEURS CONCERNES

### 1. Etablissement

- Nom du propriétaire foncier : Centre Hospitalier universitaire de Montpellier
- Nom du Syndic (ou du propriétaire) si c'est une copropriété : sans objet

ETABLISSEMENT CHU EUROMEDECINE			
	Directrice Générale		Référent technique
Nom :	Anne FERRER	Nom :	Nicolas MATHIS
Mail :		Mail :	n-mathis@chu-montpellier.fr
Tel. :	04 67 33 93 02	Tel. :	04 67 33 91 55

- Numéro d'urgence en cas d'incident de rejet : .....

### 2. Montpellier Méditerranée Métropole (M3M) et Régie des eaux 3M

Autorité organisatrice : <b>MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE</b> 50, place Zeus – CS 39556 34961 MONTPELLIER CEDEX 02		Gestionnaire du réseau d'assainissement : <b>REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE</b> 391 Rue de la Font Froide - CS 90381 34197 MONTPELLIER Cedex 5	
	Responsable Autorité Organisatrice de l'Eau		Interlocuteur chargé du suivi de l'autorisation de rejet
Nom :	Madame Anne MADIARSKI	Nom :	Monsieur Vincent CHIRON
Mail :	a.madziarski@montpellier3m.fr	Mail :	v.chiron@regiedeseaux3m.fr
Tel. :	04 67 13 48 39	Tel. :	06 17 94 21 90

### 3. Prestataires de services

Prestataire de services : VEOLIA			
	Directeur Région Sud		Interlocuteur chargé du suivi des rejets
Nom :	Monsieur Olivier SARLAT	Nom :	Monsieur Frédéric WACHOWIAK
Mail :		Mail :	frederic.wachowiak@veolia.com
Tel. :	04 67 20 73 73	Tel. :	06 16 02 77 74

- Numéro d'urgence (astreinte) : 0 969 323 552

## **1. Généralités**

Après avis de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et sur la base des conditions relatives à l'admission à la station d'épuration, les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHU Euromédecine, doivent respecter les prescriptions techniques et les valeurs limites des débits et des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) précisés dans les paragraphes suivants :

## **2. Caractéristiques de l'Etablissement**

### **2.1 - Nature des activités**

Les activités principales entreprises dans les locaux de l'établissement sont :

#### Blanchisserie

Les surfaces pouvant générer des eaux souillées (hydrocarbures, déchets, etc.), non déversables en l'état au réseau d'eaux usées, sans prétraitement sont :

- Plateforme de réception
- Préparation des produits détergents<sup>1</sup>
- Lavage,
- Séchage,
- Repassage,
- Pliage de linge
- Aire de lavage des véhicules\*

ce qui représente pour l'ensemble une surface de 4009 m<sup>2</sup>

\*Concerne uniquement le lavage extérieur des véhicules

L'entité Blanchisserie traite, en moyenne, 16 tonnes par jour (36 000 pièces). Ce volume est en progression et pourrait atteindre, à terme, les 22 tonnes.

#### UCPA Transformation de denrées alimentaires pour la production de repas pour la restauration collective

Les surfaces pouvant générer des eaux souillées (hydrocarbures, déchets, etc.), non déversables en l'état au réseau d'eaux usées, sans prétraitement sont :

- Quais de réception et de chargement
- Zone de déconditionnement
- Zone de stockage
- Locaux de cuisine et de transformation des denrées alimentaires
- Conditionnement des denrées
- Et autres locaux utilisés à destination de l'activité de transformation

ce qui représente une surface totale de 2394 m<sup>2</sup>

Les autres zones ne seront pas concernées par la problématique des rejets autres domestiques.

---

<sup>1</sup> Stockage des produits sur bacs de rétention dimensionnés pour contenir l'intégralité des volumes stockés limitant ainsi les risques de déversement

## **2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**

Effectif de l'Etablissement : 50 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement : 8,5 heures / jour,  
5 jours / semaine,  
12 mois / an.

Les autres zones ne seront pas concernées par les ouvrages de prétraitement.

## **2.2. Rythme d'activité de l'Etablissement**

### Pour la Blanchisserie

Fonctionnement toute l'année

Effectif de l'Etablissement : 63 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement : 7,5 heures / jour,  
5 jours / semaine,  
12 mois / an.

### Pour l'UCPA

Fonctionnement toute l'année

Effectif de l'établissement : 110 personnes

Rythme de travail de l'Etablissement :

⇒ Production des repas :

- Amplitude de 06h00 à 15h00
- 5 jours / semaine,
- 12 mois / an.

⇒ Distribution des repas :

- Amplitude de 05h00 à 18h30
- 7 jours / semaine,
- 12 mois / an.

## **2.3. Plan des installations**

Un plan, au 1/100<sup>ème</sup>, des installations privées d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel est annexé au présent arrêté (Cf. Annexe 5).

## **2.4. Usages de l'eau**

### **2.4.1. Comptage des prélèvements**

La totalité de l'eau utilisée par l'Etablissement représente un volume annuel estimé à 33 550 m<sup>3</sup> (détails de la provenance et de la répartition dans l'article 4.4 de la présente Annexe)

## 2.4.2. Usages de l'eau (données moyennes 2019-2022)

Les usages de l'eau sont les suivants : Usage domestique et industriel : 130 m<sup>3</sup>/jour

- Lavage
- Nettoyage
- Production alimentaire
- Sanitaires et vie du centre
- Espaces verts

## 2.5. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager

L'Etablissement utilise les types de produits suivants : (données 2022)

Etape du procédé	Type de produit utilisé	Quantité annuelle
<b>Blanchisserie</b>		
Lavage	Lessives Advacare Emulsion	5 700 kg
Lavage	Lessives Hygénil Emulsion	13 810 kg
Blanchissement	Ozonit Super	20 939 kg
Pré-lavage	Mouillant Hygénil Alca	14 714 kg
Rinçage	Final Liquide	7 511 kg
Détartrant pour tunnel de lavage	Detex S	360 kg
Linge de résident	Produits Taxat	2 840 kg
Linge de résident	Sekural Soft	200 kg
Détachant	Stain Ex 2	4,144 kg
Traitement de l'eau	Sels pour adoucisseur	
Chaudières	Produits anticorrosion et autres	
Tours aérorefrigérées	Produits bactéricides fongicides	
Vie du site	Produits ménagers, produits de bureau	
<b>UCPA</b>		
Lavage, nettoyage	Nettoyant agréé alimentaire	1 200 kg
Transformation de la matière première	Huile alimentaire	
	Graisse alimentaire	
Traitement de l'eau	Sels pour adoucisseur	
Chaudières	Produits anticorrosion et autres	
Tours aérorefrigérées	Produits bactéricides fongicides	
Vie du site	Produits ménagers, produits de bureau	

L'Etablissement se tiendra à la disposition de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches "produit" et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et les Prestataires de services dans les locaux de l'Etablissement.

### 2.5.1. Mise à jour de la liste des produits polluants utilisés par l'Etablissement

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de l'arrêté.

## 2.6. Déchets générés par l'activité

Les principaux déchets, pouvant être source de pollution et être déversés dans les réseaux d'assainissement, sont consignés dans le tableau suivant (données 2022) :

Type de déchet	Quantité produite annuellement	Admissibilité au réseau d'assainissement (O/N)	Mode d'élimination
<b>Blanchisserie</b>			
Graisses	Non quantifiée	Non	Emport par société spécialisée et agréée
Huiles	Non quantifiée	Non	
Détergents (tous confondus)	Non quantifiée	Non	
Fibre textile	Non quantifiée	Non	Collecte des ordures ménagères
Produits de traitement de l'eau	Non quantifiée	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage	Non quantifiée	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures	Non quantifiée	Oui après traitement	Equipements inexistantes
<b>UCPA</b>			
Graisses	Non précisé	Non	Emport par société spécialisée et agréée
Huiles	Non précisé	Non	
Féculent	Non précisé	Non	Collecte des ordures ménagères
Produits de traitement de l'eau	Non précisé	Oui	Réseau EU
Système de réfrigération et chauffage	Non précisé	Oui	Réseau EU
Hydrocarbures	Non précisé	Oui après traitement	Equipements inexistantes
Détergents	Non précisé		

Les bordereaux de suivi des déchets (BSDI), des douze (12) derniers mois, et le contrat de maintenance seront regroupés et mis à la disposition de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services.

### 3. Conditions techniques

#### 3.1 Branchements

Les branchements aux réseaux d'assainissement se font comme suit :

	Réseau public Eaux Usées	Réseau public Unitaire	Réseau public Eaux Pluviales	Milieu naturel (nom du milieu récepteur)
<b>Eaux usées domestiques</b>	Oui	Non	Non	Non
<b>Eaux usées industrielles</b>	Oui	Non	Non	Non
<b>Eaux pluviales</b>	Non	Non	Oui	Non

Les rejets pluviaux sont différenciés des rejets industriels et domestiques.

Les réseaux internes à l'établissement sont des réseaux séparatifs.

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- 1 branchement au réseau d'eaux usées, situé 169 rue du caducée à Grabels, recevant les effluents de type domestiques et non domestiques,
- 1 branchement au réseau d'eaux usées, situé rue du caducée à Grabels, recevant les effluents de type domestiques du bâtiment logistique,
- 1 branchements au réseau pluvial via un bassin d'orage, situé rue du caducée à Grabels, recevant les effluents de type pluvial et du séparateur à hydrocarbures.
- 1 branchements au réseau pluvial, situé rue du caducée à Grabels, recevant les effluents de type pluvial provenant de la partie logistique du site.

Il existe donc 4 branchements distincts. (Cf. plan de localisation en Annexe 5)

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,

- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement.
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement.

### 3.2 Réseau de refoulement ou de relevage privé

Sans objet

## 4. Admissibilité des rejets

Les effluents autres que domestiques doivent respecter les clauses techniques figurant ci-après.

### 4.1. Pré-traitement

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant :

Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet
Cuisine	Bac à graisse ou bassin de décantation, refroidissement (dégraissage, d'une capacité de 18 m <sup>3</sup> )	Totalité des rejets	Réseau EU
Blanchisserie : Eaux utilisées pour la production	Dégrilleur (maille de 5 cm) / Bassin de décantation ; Rectification du pH (injection d'acide chlorhydrique)	160 m <sup>3</sup>	Réseau EU
	Fosse de refroidissement	160 m <sup>3</sup>	Réseau EU

Bac à graisses :

- Nombre : 1 - Capacité : 18 m<sup>3</sup> - Nombre de repas produit par jour : 4 000
- Le lieu d'implantation du bac à graisses est en amont du regard de branchement en limite de clôture (Cf. plan de localisation en Annexe 5).

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés, exploités et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement pour faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et afin de réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres qui assurent la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (informatisé) et sont communiqués annuellement, à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services.

L'Etablissement justifie du bon entretien de ses installations à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et aux Prestataires de services. Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des douze (12) derniers mois ou le contrat annuel d'entretien s'il existe, sont mis à la disposition de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services. L'Etablissement s'engage à entretenir ces installations selon le calendrier suivant :



Installation	Fréquence d'entretien	Fréquence de vidange
Bac à graisses	12 fois par an	12 fois par an
Dégrilleur / Décanteur (6 m3) avec rectification de pH	12 fois par an	12 fois par an
Fosse de refroidissement	12 fois par an	12 fois par an

L'Etablissement justifie auprès de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services avant le raccordement au réseau d'eaux usées, des dispositions techniques mises en œuvre et permettant la conformité des effluents aux prescriptions définies dans la présente annexe.

Le réseau pluvial de l'Etablissement n'est pas doté de séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le système de collecte pluvial public.

#### 4.2 Déchets de fabrication et boues d'épuration

La nature, l'origine et la destination des principaux déchets solides, liquides, toxiques, radioactifs, inflammables (et autres) et des boues d'épuration sont les suivantes (données 2022) :

Nature et origine des déchets	Estimation annuel (tonnes)	Destination finale
<b>Blanchisserie</b>		
Solvants, aérosols (Bidon)	Non précisé	
Produits ménagers	Non précisé	Tri par catégorie et collecte OM
Textile	5	
Déchet Industriel Banal (DIB) (Benne)	2	Décharge
Huiles et graisses (Bidon)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Détergents (Contenant)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Ferraille (Benne)	Non précisé	Récupération et valorisation
Bois et palette (Benne)	Non précisé	
Plastiques (Benne)	Non précisé	Récupération et valorisation
Papier, Cartons (Benne)	Non précisé	
Autres emballages de produits	Non précisé	Consignés par fournisseurs
Filtres à huile et autres	Non précisé	Prise en charge par société spécialisée
Cartouches d'encre (Container)	Non précisé	Récupération par fournisseur
<b>UCPA</b>		
Huiles alimentaires (bidon 200l)	Non précisé	Prise en charge par société spécialisée
Produits ménagers	Non précisé	Tri par catégorie et collecte OM
Déchet Industriel Banal (DIB) (Benne)	Non précisé	Décharge
Hydrocarbures	Non précisé	Non effectué par absence d'équipements
Détergents (Contenant)	Non précisé	Récupération par fournisseur
Huiles et graisses (Bidon)	Non précisé	Récupération et valorisation
Ferraille (Benne)	10	Récupération et valorisation
Bois et palette (Benne)	4	Récupération et valorisation
Plastiques (Benne)	Non précisé	
Papier, Cartons (Benne)	60	Récupération et valorisation
Cartouches d'encre (Container)	Non précisé	Prise en charge par société spécialisée

Les bordereaux d'enlèvement des sous-produits de ces installations, des 12 (douze) derniers mois ou le contrat annuel d'entretien s'il existe, sont mis à la disposition de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services.

### 4.3 Utilisation spécifique de l'eau dans l'activité professionnelle

L'eau est intégrée au procédé :

- de production (lavage, nettoyage, repassage, pliage...),

L'eau est :

- prétraitée (par adoucisseur),
- traitée (rectification du pH),

### 4.4 Volumes

L'Etablissement mettra à disposition, de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et des Prestataires de services, les relevés de ses consommations des douze (12) derniers mois.

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau et les volumes prélevés sont (données moyennes 2019-2022) :

Origine de l'eau	Volume annuel m <sup>3</sup>	N° d'abonné	Utilisations
<b>Distribution publique</b> <input checked="" type="checkbox"/> Réseau public d'alimentation en eau potable	33 550	1035675 - SE	Domestique, activité lavage nettoyage et de lavage du site
<b>TOTAL</b>	33 550		

### 4.5. Caractéristiques de la pollution

Les eaux usées autres que domestiques, dites "industrielles", en provenance de l'Etablissement CHU Euromédecine, doivent respecter les valeurs limites des débits, des flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) et ne doivent pas contenir les substances interdites suivantes :

- toute substance radioactive ;
- toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation des dits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement ;
- toute matière pouvant altérer la qualité des sous-produits du système d'assainissement, notamment les boues de stations d'épuration, en les rendant impropres à la valorisation agricole ;
- toute substance pouvant créer des nuisances olfactives ou dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques, inflammables.

#### 4.5.1. Métrologie : Dispositifs de mesures et de prélèvements

La mesure du débit est calculée d'après la consommation de l'alimentation d'eau potable (AEP). Le volume rejeté est le volume consommé en eau potable (AEP).

Les volumes de rejet de la blanchisserie sont suivis au moyen d'un canal venturi. Un suivi de la température et du pH est réalisé à ce niveau.

Les prélèvements d'échantillons pour les analyses s'effectueront au point de rejet unique de l'établissement dans le regard situé sur le trottoir (voie publique), localisé à proximité des compteurs d'AEP alimentant les deux entités (Blanchisserie et UCPA).

L'Etablissement en laissera le libre accès aux agents du service de l'Assainissement de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et du Prestataire de services, sous réserve de respecter par ces derniers des procédures de sécurité mises en place par l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et au Prestataire de services.

#### 4.5.2. Débits maxima autorisés :

Le volume rejeté est le volume consommé de l'ensemble du site.

Le volume annuel d'eaux usées non domestiques rejeté est estimé à : 33 550 m<sup>3</sup> (données moyennes 2019-2022)

Débits moyennés		Débits maxima autorisés
débit journalier :	129 m <sup>3</sup> /jour	200 m <sup>3</sup> /jour
débit horaire instantané :	16 m <sup>3</sup> /heure	25 m <sup>3</sup> /heure

#### 4.5.3. Flux maxima autorisés (mesurés selon les normes en vigueur) :

##### 4.5.3.1. Concentrations et charges autorisées

Les rejets doivent respecter les valeurs limites suivantes. Ces valeurs doivent être considérées comme des prescriptions maximales et peuvent être renforcées notamment par la législation sur les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***
DBO <sub>5</sub>	60,6	12,8	470	800
DCO	138,7	32	1075	2000
MES	12,9	5,6	100	350
Azote total Kjeldhal (NTK)	4,6	1,0	36	60
Phosphore total (P)	1,3	0,2	10	12
Matières Inhibitrices (MI)	1935 eq./jour	288 eq./h	15 eq./m3	18 eq./m3
METOX	0,1	0,02	0,63	1,15
Substances organochlorées (AOX)	0,03	0,01	0,23	1
Rapport DCO/DBO <sub>5</sub>	≤ 2,5			
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5			
Température	≤ 30°C****			

\* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.

\*\* Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée

\*\*\* La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique ou ICPE.

\*\*\*\* des dépassements dans la limite des 40°C au point de rejet Lingerie-UCPA pourront être toléré dans la mesure où la température mesurée dans le collecteur public (après mélange cf plan de localisation en annexe) respecte la température de 30 °C. Cette condition sera vérifiée périodiquement lors du bilan 24h00 trimestriel.

<i>Normes des Rejets des paramètres métaux et métalloïdes</i>		
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration maximale en mg/l</b>	<b>Limite maximale du flux****</b>
Cadmium (Cd)	<b>0,02</b>	2,3 g/j
Chrome et ses composés (Cr)	<b>0,5</b>	57,2 g/j
Cuivre et ses composés (Cu)	<b>0,5</b>	57,2 g/j
Mercuré (Hg)	<b>0,01</b>	1,1 g/j
Nickel et ses composés (Ni)	<b>0,25</b>	28,6 g/j
Plomb et ses composés (Pb)	<b>0,5</b>	57,2 g/j
Sélénium (Se)	<b>0,05</b>	5,7 g/j
Total métal lourd (Cr+Cu+Ni+Zn)	<b>3</b>	342 g/j
Zinc et ses composés (Zn)	<b>2</b>	229 g/j
<i>Autres paramètres minéraux</i>		
Aluminium (Al)	<b>5</b>	572 g/j
Antimoine (Sb)	<b>0,2</b>	22,9 g/j
Argent (Ag)	<b>0,1</b>	11,4 g/j
Arsenic et ses composés (As)	<b>0,1</b>	11,4 g/j
Chlore libre (Cl <sub>2</sub> )	<b>1</b>	114 g/j
Chlorures totaux (Cl)	<b>500</b>	57,2 kg/j
Chrome hexavalent (CrVI)	<b>0,1</b>	11,4 g/j
Cobalt (Co)	<b>2</b>	229 g/j
Cyanure (CN)	<b>0,1</b>	11,4 g/j
Etain et ses composés (Sn)	<b>2</b>	229 g/j
Fer (Fe)	<b>5</b>	572 g/j
Fluor et ses composés (F)	<b>15</b>	1,7 kg/j
Magnésium (Mg)	<b>100</b>	11,4 kg/j
Manganèse et ses composés (Mn)	<b>1</b>	114 g/j
Nitrites (NO <sub>2</sub> )	<b>1</b>	114 g/j
Sulfates (SO <sub>4</sub> )	<b>500</b>	57,2 kg/j
Sulfites (SO <sub>3</sub> )	<b>5</b>	572 g/j
Sulfures (S)	<b>0,5</b>	57,2 g/j
<i>Autres paramètres organiques</i>		
Détergents anioniques	<b>10</b>	1,1 kg/j
Détergents cationiques	<b>3</b>	342 g/j
Huiles et graisses (SEH)	<b>150</b>	17,1 g/j
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)	<b>0,01</b>	1,1 g/j
Phénols	<b>0,3</b>	34,2 g/j
Solvants organochlorés aromatiques (PCB)	<b>&lt; seuil analytique</b>	
Hydrocarbures totaux	<b>10</b>	1,1 kg/j
Dichlorométhane (CH <sub>2</sub> Cl <sub>2</sub> )	<b>&lt; seuil analytique</b>	
Tétrachlorure de carbone (CCl <sub>4</sub> )	<b>&lt; seuil analytique</b>	

\*\*\*\* Les limites maximales du flux journalier (exprimé en gramme ou kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée et sont modulées par un coefficient 0,9.

#### 4.5.3.2. Prescriptions particulières

L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

Toute exploitation de forage ou d'achat d'eau brute sera déclarée au service public d'assainissement dans les quinze (15) jours après sa mise en service.

#### 4.5.4. Auto-surveillance

L'Etablissement CHU Euromédecine est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement CHU Euromédecine met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Mesure ou analyse	Fréquence	Méthode de mesure ou d'analyse
T°C	En continu	Remontée de données trimestrielle
pH	En continu	
Volume journalier	Trimestrielle	Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé
Débit en continu	Trimestrielle	
DBO <sub>5</sub>	Trimestrielle	
DCO	Trimestrielle	
MES	Trimestrielle	
Azote Kjeldahl (NTK)	Trimestrielle	
Phosphore total (P <sub>tot</sub> )	Trimestrielle	
Matières Inhibitrices (MI)	Trimestrielle	
METOX total et détaillé	Trimestrielle	
Substances organochlorées (AOX)	Trimestrielle	
Détergents anioniques	Trimestrielle	
Détergents cationiques	Trimestrielle	
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle	
Phénols	Trimestrielle	
SEH	Trimestrielle	
HAP (code sandre 6136)	Semestrielle	
Somme COHV (code sandre 7485)	Semestrielle	
Organostanniques*	Semestrielle	
PBDE*	Semestrielle	
BTEX*	Semestrielle	
Tétrachloroéthylène*	Semestrielle	
Trichloroéthylène*	Semestrielle	
Chloroforme*	Semestrielle	
Nonylphénols*	Semestrielle	
Octylphénols*	Semestrielle	

*\*suspendu si 3 résultats négatifs consécutifs*

Cet établissement étant soumis à la campagne RSDE (Recherche de substances dangereuses dans les eaux), une copie des analyses ou un tableau synthétique des résultats sera transmis à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et ses prestataires, à la même fréquence demandée par la DREAL.

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C). Les résultats d'analyse sont transmis au moins semestriellement au service public d'assainissement de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et ses prestataires.

Les analyses prévues dans le programme d'analyses seront effectuées dans la mesure du possible aux mois de Mars, Juin, Septembre, et Décembre.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015, l'établissement CHU Euromédecine s'engage à effectuer les analyses dans le(s) mois défini(s) par le programme de mesure de l'arrêté. Ces résultats d'analyses, y compris les débits, seront communiqués, simultanément à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et à son Prestataire de services, dans le mois qui suit cette analyse. Le non-respect de cette obligation entraînera des pénalités qui seront fixées par une délibération à venir.

L'Etablissement CHU Euromédecine avertira le service public d'assainissement de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et ses prestataires en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessus ou dans le cas d'un dysfonctionnement de son exploitation.

#### **4.5.5. Contrôles inopinés :**

Le service Assainissement de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pourra effectuer à ses frais et de façon inopinée des contrôles de débit et de qualité et en communiquera les résultats à l'Etablissement CHU Euromédecine.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maxima autorisés ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l'Etablissement CHU Euromédecine sur la base des pièces justificatives produites par le service Assainissement de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

### **5. Echancier de mise en conformité**

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement CHU Euromédecine à une mise en conformité de la qualité de ses équipements et de ses effluents selon l'échéancier suivant :

#### **5.1. Mise en conformité des équipements**

<b>Equipements non conformes</b>	<b>Améliorations techniques à réaliser</b>	<b>Date de mise en conformité</b>
Métrologie des rejets	Equipement du point de rejet UCPA- Lingerie de sonde de mesure en continue pH et T°C.  Les équipements seront recalibrés périodiquement (mensuellement à minima).	6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Lavage des véhicules	Effectuer les lavages dans l'aire dédiée afin de garantir la collecte des EU vers le réseau d'assainissement.	Immédiatement

## 5.2. Mise en conformité des rejets

Compte tenu de la non-conformité des rejets de l'Etablissement aux conditions d'admissibilité dans les réseaux publics d'assainissement, les différentes parties ont décidé, d'un commun accord, d'adopter l'échéancier suivant :

Equipements non conformes	Améliorations techniques à réaliser	Date de mise en conformité
Hydrocarbures	Recherche quantitative des causes des dépassements, mise en place de mesures afin de rester sous le seuil de 10 mg/L défini	Immédiatement

En cas de dépassement du seuil des 150 mg/L pour les SEH, les BSD correspondants aux opérations d'entretien et de vidange du bac à graisses devront être fournis systématiquement.

## ANNEXE 4 : CLAUSES FINANCIERES

### Délibération n°22073 fixant le tarif de redevance pour rejets non domestiques (RRND)


Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le 16/12/2022

ID : 034-811728419-20221212-D22073-DE

2022/96

	<b>SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 12/12/2022</b> <b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS</b>
<b>Nombre de membres :</b> En exercice : 24 Présents : 11 Pouvoirs : 5 Votants : 16	Le 12/12/2022 à 9h00, le Conseil d'Administration de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole s'est réuni 391 rue de la Font Froide à Montpellier sous la Présidence de René REVOL. Étaient présents : Florence BRAU - Jérémie CALMEL - Jean-Jacques MAYNARD - Marielle MONTGINOUL - Véronique NEGRET - Arnaud PASTOR - René REVOL - Manu REYNAUD - Thierry RUF - Isabelle TOUZARD - Thierry USO
<b>Vote :</b> À l'unanimité Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0	Absents représentés : Simone BASCOUL, représentée par Thierry USO - Brigitte DEVOISSELLE, représentée par Florence BRAU - Guy LAURET, représenté par Isabelle TOUZARD - Bernard MODOT, représenté par Véronique NEGRET - Éric PENSO, représenté par René REVOL Absents excusés : Renaud CALVAT - Stéphane CHAMPAY - Michaël DELAFOSSE - Jean-Michel HELARY - Laurent JAOUÏ - Éliane LLORET - Jean-Pierre RICO - Jean-Luc SAVY Secrétaire de séance : Florence BRAU

#### **DÉLIBÉRATION N° 22073 : SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT – TARIF DE LA REDEVANCE POUR REJETS NON DOMESTIQUES (RRND) À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 - APPROBATION**

Le Président de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n° M2021-612 du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a modifié les statuts de la Régie pour étendre le périmètre des missions exercées par cette dernière à l'assainissement sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Ces nouveaux statuts entrent en vigueur à la date à laquelle la délibération précitée du Conseil de Métropole a acquis un caractère exécutoire. L'exercice de ces nouvelles missions par la Régie unique d'eau et d'assainissement sera effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

L'article R. 2224-19-6 Code Général des Collectivités Territoriales (CGTC) dispose que « (...) tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement donne lieu au paiement, par l'auteur du déversement, d'une redevance d'assainissement assise :

- soit sur une évaluation spécifique déterminée à partir de critères définis par l'autorité mentionnée au premier alinéa de l'article R. 2224-19-1 et prenant en compte notamment l'importance, la nature et les caractéristiques du déversement, ainsi que, s'il y a lieu, la quantité d'eau prélevée ;
- soit selon les modalités prévues aux articles R. 2224-19-2 à R. 2224-19-4. Dans ce cas, la partie variable peut être corrigée pour tenir compte du degré de pollution et de la nature du déversement ainsi que de l'impact réel de ce dernier sur le service d'assainissement. Les coefficients de correction sont fixés par l'autorité mentionnée au premier alinéa de l'article R. 2224-19-1. ».

L'article R. 2224-19-1 de ce même code précise que l'autorité concernée est « (...) l'organe délibérant de l'établissement public compétent ».

La RRND s'applique à tout établissement générant des effluents non domestiques, tel que défini au règlement du service et faisant l'objet d'un arrêté d'autorisation fixant notamment les modalités de mesure du volume et de la pollution rejetée au réseau public d'assainissement.

Son montant est calculé par la Régie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour chaque établissement, en multipliant le volume rejeté en m<sup>3</sup> (Vr) par le tarif non domestique (Tnd) en fonction de la nature des effluents rejetés :

$$RRND = Tnd \times Vr$$

Le tarif Tnd, par m<sup>3</sup> d'effluent rejeté, est calculé par application d'une formule qui fait croître de façon non linéaire le prix des volumes rejetés avec la pollution associée, suivant la formule :

$$Tnd = 0,063 \times (Cp \times M)^2 - 0,063 \times (Cp \times M) + Td$$

Td est le tarif de la redevance d'assainissement collectif ;

Cp est calculé sur la base de paramètres caractérisant la pollution domestique type, définis à partir des données de l'Agence de l'Eau, dont les valeurs de références considérées sont celles retenues par l'arrêté d'exploitation de la station d'épuration Maera (cf. annexe jointe) ;

*Signature*



2022/97

M est fonction d'un rapport qui caractérise le degré de biodégradabilité des effluents et est représentatif de la présence de substances chimiques toxiques (cf. annexe jointe). Des valeurs fortes de ce rapport correspondent ainsi à des effluents dont la collecte et le traitement peuvent générer des dysfonctionnements ou des risques pour le personnel, ainsi que des surcoûts d'exploitation.

Afin de rendre le montant de cette redevance soutenable économiquement, son calcul est encadré de la façon suivante :

- $1 < C_p < 10$
- $T_d \leq T_{nd} \leq 5 \times T_d$

Tous les calculs intermédiaires intervenant dans la détermination du montant de la redevance seront effectués en conservant 4 chiffres significatifs après la virgule, le résultat final étant exprimé en Euros et centimes d'Euro.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir délibérer afin d'approuver les modalités de tarification de la redevance pour rejets non domestiques et d'autoriser le Directeur de la Régie à établir la liste des paramètres constitutifs du coefficient de pollution.

Après délibération, le Conseil d'Administration adopte ces dispositions à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président

René REVOL



## ANNEXE : MODALITES DE CALCUL DE LA RRND

### 1. Calcul du coefficient de pollution (Cp)

La formule de calcul du coefficient de pollution est la suivante :

$$\begin{aligned} & 0,20 * (DCOi/DCOd) + 0,20 * (DBOi/DBOd) \\ & + 0,15 * (MESi/MESd) + 0,15 * (NTKi/NTKd) + 0,15 * (Pti/Ptd) \\ & + 0,1 * (Metoxi/Metoxd) \\ & + 0,025 * (\text{Paramètre optionnel}/\text{Paramètre}) + 0,025 * (\text{Paramètre optionnel}/\text{Paramètre}) \end{aligned}$$

Les valeurs d'indice i caractérisent l'effluent de l'industriel et les valeurs d'indice d caractérisent l'effluent domestique type :

- Demande Chimique en Oxygène (DCOd) = 675 mg/l
- Demande Biochimique en Oxygène (DBOd) = 300 mg/l
- Matières En Suspension (MESd) = 350 mg/l
- Azote Total Kjeldahl (NTKd) = 60 mg/l
- Phosphore total (Ptd) = 10 mg/l
- Métaux Toxiques (METOXd) = 1,15 mg/l

Les paramètres optionnels, au nombre de 0, 1 ou 2, seront pris en compte dans le calcul de la pollution générée en fonction de risques spécifiques identifiés par la caractérisation de l'effluent rejeté. Ils doivent permettre de sensibiliser l'établissement à l'amélioration de la qualité de ses rejets et sont choisis dans des listes établies par nature de risques induits, et hiérarchisés comme suit :

- Le risque pour le personnel d'exploitation intervenant sur les ouvrages de transport et de traitement ;
- Accueillant les rejets non domestiques ;
- Le risque environnemental lié à la qualité du milieu naturel en aval du système d'assainissement ;
- Le risque de dégradation des installations et/ou des équipements de transport et de traitement ;
- Le risque de contamination des boues issues du traitement de ces effluents.

La liste des paramètres fait l'objet d'une décision du Directeur de la Régie tenant compte :

- De l'évolution réglementaire (Directive Cadre sur l'Eau, Recherche des Substances Dangereuses pour l'Environnement, Schéma Directeur de l'Aménagement et de la Gestion de l'Eau ou autres) ;
- Des performances exigées sur le transport et le traitement des rejets ;
- De la qualité des boues issues du traitement des rejets non domestiques.

### 2. Calcul du coefficient majorateur (M)

La formule de calcul du coefficient de pollution est fonction du rapport suivant :

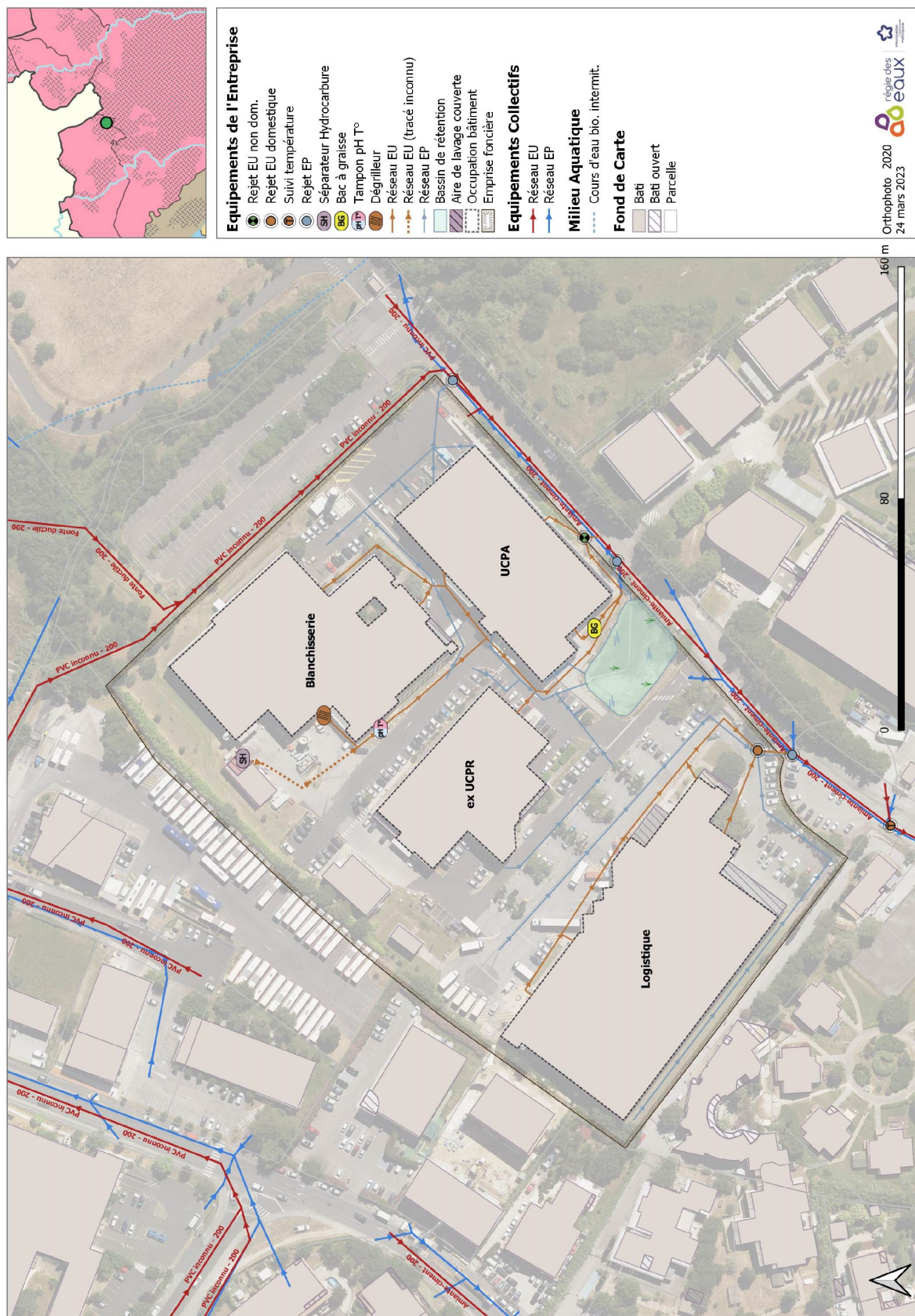
$$DCO/DBO$$

Les valeurs du coefficient M sont les suivantes (au-delà d'une valeur de 2,5, l'effluent n'est plus considéré comme biodégradable) :

- Rapport  $\leq 2,5$   $\Rightarrow M=1$
- $2,5 < \text{Rapport} \leq 5$   $\Rightarrow M=1,2$
- Rapport  $> 5$   $\Rightarrow M=1,5$

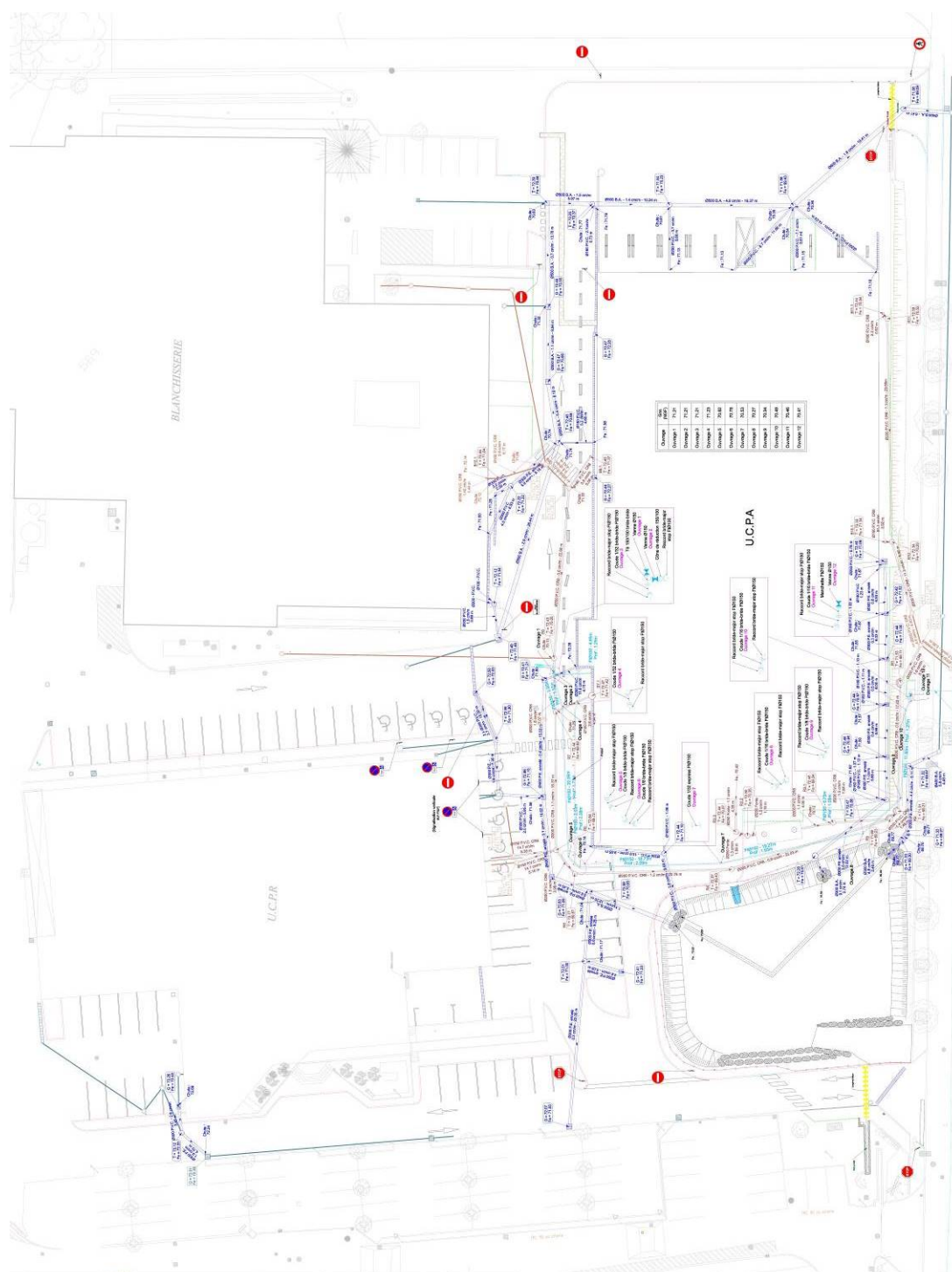
## ANNEXE 5 : PLANS

### Plan de situation et des réseaux publics





## Plan des réseaux internes de collecte de l'UCPA

[illegible]